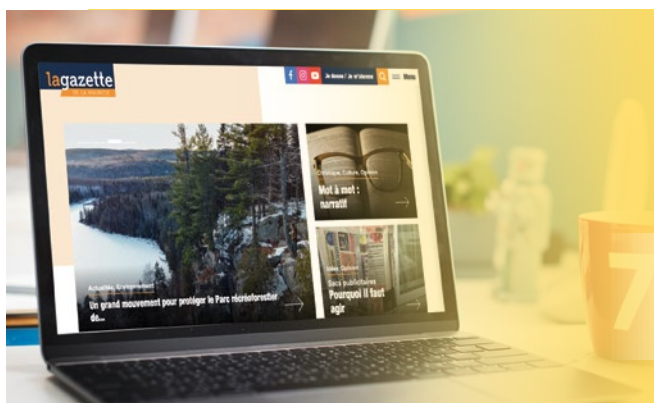




Cet été,
suivez les actualités en ligne

gazettemauricie.com

GRATUIT
MENSUEL 18 000 EXEMPLAIRES
JUILLET-AOÛT 2022 - VOLUME 37 - NUMÉRO 11
WWW.GAZETTEMAURICIE.COM

la gazette

DE LA MAURICIE

Média indépendant, sans but lucratif, au service du bien commun

Les visages de la crise du logement

PAGE 2



CREDIT : MAGALI BOISVERT



MINI-MAISONS
**Loger grand-maman
dans la cour**

PAGE 4

Les visages de la crise du logement

Les conséquences de la spéculation immobilière se font sentir en Mauricie alors que les témoignages de locataires victimes de pressions indues de la part de leurs nouveaux propriétaires se multiplient. *La Gazette de la Mauricie* s'est entretenue avec trois locataires qui ont subi ces impacts à différents niveaux.



ANNE ET SON VOISINAGE ONT GAGNÉ LA PREMIÈRE MANCHE

Des résidents et résidentes du centre-ville l'ont échappé belle au printemps dernier, suite à la vente de leur bloc à un groupe entrepreneurial de Québec. Immédiatement après la vente, l'un de ses membres s'est présenté aux locataires en leur suggérant fortement d'accepter une hausse de 48 % de leur loyer, laissant planer la menace de l'éviction s'ils et elles refusaient. Mais le voisinage s'est plutôt concerté et a refusé la hausse, appuyé par l'organisme InfoLogis Mauricie : « Ils nous ont accompagnés et on a compris que les nouveaux proprios ne pouvaient pas faire ça, légalement », affirme Anne*, soulagée... mais toujours inquiète.

C'est que son combat pourrait n'en être qu'à ses débuts : « Ils ont immédiatement remis l'immeuble en vente, et il serait déjà sur le point d'être racheté... on a évidemment peur que ça recommence avec les prochaines propriétaires. »

UN DÉMÉNAGEMENT IMPRÉVU ET DIFFICILE POUR JESSY

Jessy*, qui vit en situation de pauvreté, a vécu une situation similaire il y a quelques mois quand son bloc de la rue Saint-Paul a lui aussi été vendu, cette fois à des investisseurs montréalais : « Un des nouveaux propriétaires s'est présenté chez moi et m'a offert 1000 \$ en liquide pour que je signe un document. Il m'a dit que je

devais quitter mon 3 ½ parce qu'un membre de sa famille viendrait l'occuper, que c'était prévu dans la loi. » Les autres locataires de son immeuble, qui ont aussi accepté de partir, ont ensuite réalisé que l'ensemble des locataires avait été berné de la même manière, mais il était trop tard.

La femme se dit tout de même chanceuse, elle qui a pu bénéficier de l'aide de l'organisme COMSEP, qui vient en aide aux personnes en situation de pauvreté, afin de se trouver un nouveau logement abordable. Elle planifie maintenant un déménagement qui s'annonce coûteux et complexe, se demandant comment elle pourra payer et transporter de nouveaux électroménagers.

JEAN EST DE RETOUR DANS LA RUE

D'autres citoyens et citoyennes ont eu moins de chance. Jean*, qui fait partie d'une population plus marginalisée, est de retour dans la rue depuis juin dernier suite à un litige avec le nouveau propriétaire de l'immeuble qu'il habitait à Shawinigan : « J'ai tout perdu [...]. Je me retrouve à dormir dehors, comme d'autres à Trois-Rivières, au port ou au parc Champlain ».

Heureusement, il peut tout de même compter sur l'organisme Point de rue, qui vient en aide aux personnes en situation d'exclusion sociale et d'itinérance, et qui constitue le dernier filet de sécurité pour les personnes avec des problématiques similaires. Pour Thibault Finet, coordonnateur de l'organisme, la problématique du logement est toutefois beaucoup plus complexe pour les



CRÉDIT : MAGALI BOISVERT

Plusieurs propriétaires provenant de l'extérieur de la région ont récemment acquis des immeubles à Trois-Rivières. Certains semblent se spécialiser dans les « flips immobiliers », cette manœuvre lucrative qui consiste à acheter un immeuble et à le revendre rapidement afin d'engendrer des profits faciles.

personnes vulnérables : « Il ne s'agit pas uniquement de leur trouver un logement : ils ont besoin de soutien psychosocial et d'accompagnement pour développer leur autonomie et créer des liens de confiance. » M. Finet, qui est au premier rang pour en témoigner, affirme que la situation se dégrade actuellement : « On voit une forte augmentation du nombre de gens qui ont besoin de nos services. Le refuge et le Havre débordent. On a besoin de plus de ressources, de plus de travailleurs de rue. »

Pour Jean, le combat est loin d'être gagné, lui qui espère maintenant se trouver un nouveau toit avant le retour du temps froid.

VERS UN REGISTRE DES LOYERS À TROIS-RIVIÈRES ?

Le ROÉPAM, un regroupement d'organismes de défense des droits, proposait récemment de créer un registre permettant

de rendre public le prix de location des logements dans le but de décourager les hausses abusives à Trois-Rivières. En juin, ils ont obtenu et divulgué un avis juridique déterminant qu'il s'agissait bel et bien d'une compétence municipale, le maire Jean Lamarche ayant émis des doutes sur cette possibilité lors de sa campagne électorale en 2021.

Le conseiller Pierre-Luc Fortin a d'ailleurs posé un premier geste en ce sens à la séance du conseil du 21 juin dernier : il a déposé un avis de motion informant ses collègues qu'ils et elles auront bientôt à voter sur un règlement permettant la création d'un tel registre. Le combat n'est toutefois pas gagné à Trois-Rivières, alors que des membres du conseil auraient émis des réserves face au projet, à huis clos, notamment à cause des budgets nécessaires à la mise en place d'un tel registre.

Aucune municipalité québécoise n'a implanté ce type de registre actuellement, mais la Ville de Montréal, qui en a fait l'annonce et y travaille, doit conjuguer avec la pression provenant de la Corporation des propriétaires immobiliers du Québec (CORPIQ), qui leur demande d'abandonner le projet. Assurément, les élus et élues qui décideront d'aller de l'avant avec ce dossier auront besoin d'une bonne dose de courage politique pour affronter les forces du milieu économique.

**Les noms des personnes ont été changés pour préserver leur anonymat. 9*

Au moment de passer sous presse, la décision du conseil municipal de Trois-Rivières n'était pas connue. Après le vote du 5 juillet, une version actualisée de cet article sera disponible en ligne.

SOMMAIRE

ACTUALITÉS p. 2

ENVIRONNEMENT p. 3 et 5

SOCIÉTÉ p. 4

CULTURE p. 6 à 8

HISTOIRE p. 9

MICROBIBLIOTHÈQUES p. 9

OPINION p. 10 et 11

LA TÊTE DANS LES NUANCES p. 11

POLITIQUE D'HABITATION

Loger grand-maman dans la cour

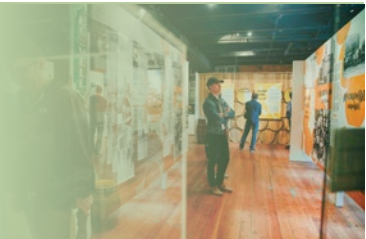
PAGE 4



CULTURE

Programmation estivale : La culture s'invite à Trois-Rivières

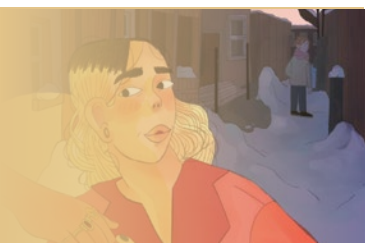
PAGE 6



LECTURE

Suggestions littéraires

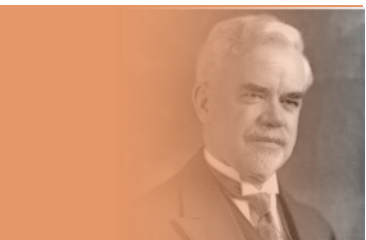
PAGE 7



HISTOIRE

Omer Héroux et Albert Tessier

PAGE 9



AIRE PROTÉGÉE SAINT-MATHIEU-DU-PARC

La forêt de tous les possibles

Le projet de création d’une aire protégée à Saint-Mathieu-du-Parc fait naître de nouvelles perspectives sur l’aménagement des terres publiques situées au sud du Parc national de la Mauricie. Le directeur de la Coalition Aire protégée Saint-Mathieu-du-Parc, Éric Proulx, et des bénévoles d’expertises variées œuvrent à concrétiser la vision d’un espace naturel qui allie protection de l’environnement, écotourisme et éducation. Le modèle pourrait devenir un exemple au Québec.

STÉPHANIE DUFRESNE



La coalition citoyenne qui a gagné sa lutte pour protéger le parc récréoforestier des coupes forestières au début de l’année entreprend maintenant une démarche ambitieuse. Désormais constituée en organisme sans but lucratif, la Coalition Aire protégée de Saint-Mathieu-du-Parc s’est vue octroyer, fin mai, un financement gouvernemental de 196 000 \$. Cette somme provenant de l’initiative *Plein aire*, servira à réaliser les inventaires du territoire et les démarches pour déposer une proposition d’aire protégée au ministère de l’Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

La mise sous protection du territoire par la création d’une aire protégée n’est qu’une première étape pour Éric Proulx, le directeur général du nouvel organisme. Son équipe de bénévoles et lui nourrissent une vision d’avenir pour ce territoire qui dépasse largement le mandat de conservation.

REDONNER LE TERRITOIRE À LA COMMUNAUTÉ

En plus d’abriter des espèces en situation précaire comme la tortue des bois et des forêts anciennes, le secteur visé, qui s’étend sur plus 127 km², offre aussi un potentiel incontestable pour l’écotourisme, estime Éric Proulx.

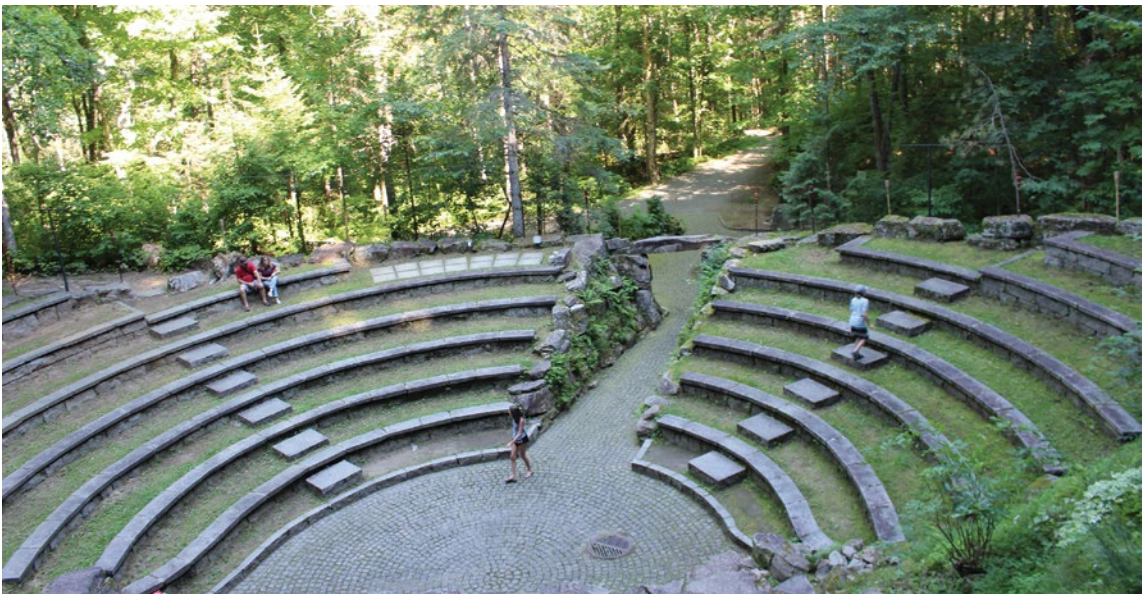
« Il s’agit des terres publiques qui sont les plus près de Shawinigan et de Trois-Rivières, souligne-t-il. On aimerait que

toute la population puisse y avoir accès, pas seulement quelques privilégiés qui ont des chalets et des camps de chasse sur le bord des lacs. » Celui qui a occupé jadis un poste de chef d’équipe à Vallée-Bras-du-Nord croit que ce territoire a le potentiel de devenir un terrain de jeu et d’éducation pour l’ensemble de la population de la région. « Il y a 300 000 de population ici, est-ce qu’on va garder un territoire enclavé pour les 35 personnes [qui occupent des lots de villégiature] ? », demande-t-il.

Les projets d’écotourisme pour réaliser ce souhait ne manquent pas : développement d’un réseau de sentiers pédestres et de ski de fond, circuits de vélo de montagne et de *Gravel bike*, aires de pique-nique, zones de baignade, hébergement en refuge et camping rustique, entre autres. Le tout selon un modèle qui répartit l’achalandage sur cet immense territoire afin de ne pas perturber les écosystèmes, précise Éric Proulx.

Le loquace directeur explique que contrairement à la croyance populaire, les aires protégées ne sont pas toujours des zones inaccessibles où rien n’est permis. Ce sera, selon lui, bien différent d’un parc national rigide et très réglementé. Le projet qu’imagine ce géographe ressemble plutôt à un « parc-territoire », axé sur la conservation tout en étant habité et géré par la collectivité.

Un tel modèle, qui n’existe pas encore au Québec, s’inspire d’exemples empruntés ici et là. « On veut matérialiser la vision d’un parc idéal, rêvé par des personnes qui ont vu plusieurs



CRÉDIT : MATHIS VALLERAND

Amphithéâtre au cœur de la forêt à Saint-Mathieu-du-Parc.

parcs et qui connaissent les irritants à éliminer. »

Le concept a d’ailleurs retenu l’attention des chercheuses Isabelle Falardeau et Sylvie Miaux du Département d’études en loisirs, culture et tourisme de l’Université du Québec à Trois-Rivières qui vont suivre les démarches.

UN ESPACE NATURE DE CULTURE ET D’ÉDUCATION

En plus de la conservation et de l’écotourisme, le projet d’ensemble fait une place importante à la culture et à l’éducation. L’organisme veut notamment redonner vie à l’amphithéâtre du parc récréoforestier, érigé en pleine nature, qui deviendrait un lieu central de diffusion culturelle et d’enseignement.

Sur ce plan aussi les idées abondent : spectacles, conférences, classes en plein air, classes nature et partenariats avec les institutions postsecondaires. « On veut faire exploser les cadres, il nous faut être plus

créatifs en éducation ! » lance Éric Proulx.

La Coalition Aire protégée de Saint-Mathieu-du-Parc s’est d’ailleurs alliée avec la Coop Nitaskinan pour assurer la gestion de l’amphithéâtre. Un premier spectacle en plein air, organisé par l’espace culturel Onikam, a eu lieu le 25 juin dernier à l’occasion du solstice d’été.

DÉVELOPPER LE TERRITOIRE EN MODE ÉCONOMIE SOCIALE

Lors de sa présence à Saint-Mathieu-du-Parc, le ministre de l’Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Benoit Charette, s’est dit fier de la concertation régionale qui a été réalisée pour la protection du territoire envisagé. La Coalition a en effet récolté, en l’espace de quelques mois, plus d’une cinquantaine d’appuis régionaux, autant auprès des municipalités et des acteurs récréotouristiques que des entreprises et des groupes environnementaux.

Mais au-delà cette concertation, Éric Proulx espère que le projet deviendra aussi un modèle de développement territorial dans lequel l’économie sociale serait privilégiée. « On doit cesser d’opposer économie sociale et projets de développement, dit-il. L’entrepreneuriat collectif va générer des externalités positives pour tous nos villages et nos communautés, plutôt que servir seulement des actionnaires privés. »

L’ambition de ce projet n’a d’égale que la motivation de la Coalition à soustraire cette forêt aux abatteuses. « Si on ne fait pas de projets d’écotourisme et de conservation sur ce territoire, elle sera destinée aux coupes forestières », conclut Éric Proulx.

Avec une superficie équivalente au quart du Parc national de la Mauricie, le projet d’aire protégée, s’il voit le jour, deviendrait l’un des plus grands parcs régionaux du Québec. 9

LE TROU DU DIABLE

C’EST 15 ANS D’ENGAGEMENT SOCIAL, SPORTIF, COMMUNAUTAIRE ET CULTUREL.

LA GAZETTE DE LA MAURICIE • 3

POLITIQUE D'HABITATION

Loger grand-maman dans la cour

Dans une volonté de densifier les milieux de vie urbains et d’offrir des logements abordables, certaines villes permettent la construction d’une seconde habitation, de plus petite dimension, sur un lot déjà occupé par une maison unifamiliale. Une vision urbanistique qui, à l’heure des changements climatiques, gagne en popularité.

STÉPHANIE DUFRESNE

LES UNITÉS D’HABITATION ACCESSOIRES

Conçues généralement pour loger une ou deux personnes, les unités d’habitation accessoires (UHA) sont des espaces de vie autonomes, qui partagent le même terrain qu’une maison unifamiliale existante. Il peut s’agir d’une « mini-maison de fond de cour », d’un garage aménagé en logement ou d’une annexe à la maison principale.

En anglais, on les appelle affectueusement *granny flats* (qui se traduit « appartement de grand-mère ») puisqu’ils sont un moyen populaire — surtout en Ontario et dans l’Ouest américain — de loger ses parents vieillissants dans le cadre d’un projet de cohabitation inter-générationnel. Les UHA peuvent aussi servir de logement pour un(e) proche aidant(e) ou de jeunes adultes. Selon les réglementations locales, elles sont parfois offertes en location.

Ce type d’habitation s’est répandu au Canada au moment de la crise économique de 1929 et lors de la pénurie de logements suivant la Seconde Guerre mondiale. Elle a ensuite pratiquement disparu dans les années 1950-60, peut-on lire dans un guide publié par la Société canadienne d’hypothèque et de logement (SCHL).

UN MODÈLE AUX MULTIPLES AVANTAGES

Aujourd’hui devant la hausse du prix des habitations, la rareté des logements et les préoccupations de densification

urbaine apportées par la crise climatique, les unités d’habitation accessoires connaissent un regain d’intérêt.

D’ailleurs, la toute nouvelle Politique nationale de l’architecture et de l’aménagement du territoire du gouvernement provincial souligne que l’accessibilité et l’abordabilité des logements passeront notamment par le développement de ce type d’habitation.

En plus de réduire l’étalement urbain, celles-ci sont susceptibles de répondre aux besoins de plusieurs populations : aînés, jeunes familles ou ménages à faibles revenus. Elles peuvent aussi fournir un revenu d’appoint aux propriétaires.

Contrairement à l’Ontario où les *Accessory Dwelling Units* sont autorisées presque partout, au Québec, peu de villes ont emboité le pas.

La ville de Sainte-Catherine est citée en exemple depuis qu’elle est devenue, en décembre dernier, la première municipalité du Québec à autoriser l’implantation d’unités d’habitation accessoires. Ce mode de « densification douce du territoire » préserve les forêts et les terres agricoles, peut-on lire sur le site web de la Ville. Il transforme par ailleurs des quartiers peu denses et dépendants à l’automobile, ce qui soutient « la vie de quartier, l’offre de transports collectifs et les services et commerces de proximité ». Il s’agit par ailleurs pour Sainte-Catherine d’un moyen d’augmenter les recettes fiscales dans des secteurs de

la Ville où les infrastructures sont déjà construites.

À Québec, une démarche s’est amorcée en 2020 lorsque la Ville s’est dotée d’une vision de l’habitation qui ambitionne de soutenir, d’ici 5 ans, « la réalisation de 400 logements accessoires, en permettant notamment la construction de mini-maisons et d’annexes résidentielles. » Les quartiers de la première banlieue et ceux situés le long des axes de transport en commun sont les premiers visés.

Notant qu’il y a 1,8 million de maisons unifamiliales dans la province, l’Association des professionnels de la construction et de l’habitation du Québec (APCHQ) considère qu’il serait facile d’intégrer des unités d’habitation accessoires sur au moins 50 000 de ces lots. Alors qu’il manque plus de 100 000 logements au Québec et que les besoins en habitation sont criants, cela comblerait une partie des besoins, souligne le responsable des affaires gouvernementales à l’APCHQ, David Dinelle.

TROIS-RIVIÈRES À L’ÉTAPE DE LA CONSULTATION

Trois-Rivières n’échappe pas aux défis du logement. Elle devra, dans les prochaines années, augmenter le nombre de logements sociaux et abordables et densifier les milieux de vie.

Actuellement, les habitations séparées en cour arrière ne sont pas autorisées par les règlements de la Ville. Seul un agrandissement à même le bâtiment



CRÉDIT : GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO

principal est possible. Selon Myriam Lavoie, urbaniste pour la Ville de Trois-Rivières, la question des UHA fera l’objet d’une réflexion dans le cadre de la nouvelle politique d’habitation.

Trois-Rivières s’ouvrira-t-elle aux « mini-maisons de fond de cour » ? « Cela va dépendre des besoins de la population, explique Myriam Lavoie. La décision revient au conseil municipal, mais si on voit une tendance ou un besoin dans la population trifluvienne, le règlement peut être adapté à mesure que la réalité change. »

La Ville a d’ailleurs réalisé, le 22 juin dernier, un premier atelier de consultation publique en vue de bâtir cette politique d’habitation. Des rencontres sont également prévues avec divers groupes communautaires du territoire ainsi qu’avec des spécialistes du domaine de l’habitation. L’administration municipale présentera le fruit de ce travail à la fin de l’année. 📍

La Mauricie sur les traces des jardins de la Victoire

En 1918, le gouvernement fédéral faisait appel à un effort de guerre pour augmenter la production locale d’aliments. L’idée d’inciter les citoyens et les citoyennes à cultiver davantage afin de limiter l’importation pour s’alimenter en temps de crise est revenue périodiquement dans l’histoire du pays, notamment durant les deux guerres mondiales et lors de la crise économique de 1930.

MARIE-MICHELLE SAVARD ET GENEVIÈVE RAJOTTE-SAURIOL

CONTENU COMMANDITÉ — CULTIVE LE PARTAGE

On estime qu’en 1944, on pouvait trouver jusqu’à 209 200 jardins la Victoire au Canada et que la population y a cultivé 57 000 tonnes de légumes !

Cet élan de solidarité et d’entraide a non seulement contribué à l’autonomie alimentaire, mais a également eu un effet positif sur la santé mentale des jardiniers et jardinières improvisé(e)s. Cela leur a

permis d’acquérir de nouvelles connaissances et d’exploiter un potentiel dont ils n’avaient pas conscience. Cette pratique a également créé des liens forts entre les familles et dans le voisinage. Comme quoi, le fait de participer à un projet collectif plus grand que soi peut aider à surmonter des moments difficiles tels que la guerre, la récession ou même une pandémie mondiale...

LA MAURICIE CULTIVE LE PARTAGE

Cent ans plus tard, alors que les demandes d’aide alimentaire ne cessent de grimper, le mouvement Cultive le partage naît en Mauricie. Nous souhaitons nous inspirer de nos ancêtres en sensibilisant la population au gaspillage alimentaire et en valorisant les surplus des producteurs et productrices et des citoyens et citoyennes détenant un potager ou des arbres fruitiers, le tout dans le but de nourrir les gens de chez nous.

Pour soutenir les gens qui ont un accès limité à des denrées fraîches et saines, nous invitons par ailleurs les jardiniers et les jardinières à cultiver des plants solidaires, soit des rangs supplémentaires de tomates, de concombres ou de carottes. Les récoltes seront remises à des organismes qui œuvrent en sécurité alimentaire.

« Les surplus maraîchers que nous avons reçus nous permettent de bonifier et de diversifier les repas que nous distribuons gratuitement avec des produits frais et locaux. C’est pour nous un privilège d’être les témoins de l’impact que peut avoir le simple fait de croquer dans une pomme fraîche et de voir s’illuminer le visage d’une personne malgré la grisaille ! », raconte Pierre-Olivier Gravel, directeur général adjoint de Point

de Rue de Trois-Rivières et Nicolet-Yamaska.

Un cueilleur d’une activité organisée par Trois-Rivières Récolte en 2021 témoigne : « L’idée de cueillir et de partager des fruits qui, autrement, seraient restés au champ me remplit de fierté et j’y vois une manière de plus de rapprocher les gens de la région et de leur véritable garde-manger. C’est gratifiant et en plus, on en ressort avec des denrées fraîches et des amis ! »

Cultive le partage est un mouvement qui inclut Shawi Récolte, Trois-Rivières Récolte, Des Chenaux Récolte, Maski Récolte et Mékinac Récolte.

C’est ensemble que nous réduirons les pertes alimentaires et contribuerons à améliorer la sécurité alimentaire en Mauricie ! 📍

Vous souhaitez embarquer dans le mouvement ? Rendez-vous en ligne pour vous inscrire comme cueilleur, cueilleuse, donateur ou donatrice, ou encore comme organisme bénéficiaire, à l’adresse cultivelepartage.com ou encore sur la page Facebook Cultive le partage.



Cultive le partage

Partagez vos surplus agricoles pour nourrir la Mauricie

cultivelepartage.com

Financé par :




Recycler le verre, oui, mais après?

Dès le 7 juillet 2022, les systèmes de consigne et de collecte sélective seront modernisés, ce qui «permettra de mieux récupérer et recycler les contenants, les emballages, les imprimés et les journaux.» Cette réglementation qui sera déployée en 2023 rendra possible la consignation de milliers de contenants qui ne l'étaient pas auparavant.

LAURA LAFRANCE
CONTENU COMMANDITÉ-GROUPE BELLEMARE

Pour Groupe Bellemare, ce nouveau système de consignes est une étape essentielle à la collecte et à la réutilisation du verre usagé. En effet, au début du mois de juin dernier, Bellemare, en association avec Énercycle, a inauguré son projet de «la Route du verre». Avec cette initiative, l'entreprise souhaite revaloriser et réutiliser «à 100 %» le verre recyclé de la région, notamment grâce aux conteneurs de dépôt volontaire déjà installés sur le territoire de la Mauricie ainsi que ceux à venir.

LA COLLECTE DU VERRE
Groupe Bellemare recycle annuellement plus de 50 000 tonnes de verre issu de la collecte sélective. Toutefois, avec la mise en place de «la Route du verre», l'entreprise désire en traiter plus de 100 000 tonnes par année. Le verre recyclé par Bellemare provient de diverses sources, la principale étant le verre mixte recueilli par les centres de tri de nombreuses municipalités au Québec, dont Énercycle en Mauricie. Les municipalités reçoivent une grande variété de contenants de verre à travers les bacs de recyclage résidentiels.

Accrédité depuis environ un an par Recyc-Québec, Groupe Bellemare reçoit

également des contenants de verre consignés, soit des bouteilles de bière et de boissons diverses qui sont en fin de vie. Différentes entreprises de la région font aussi parvenir au groupe des pare-brise endommagés ainsi que du verre plat, laminé ou trempé (portes et fenêtres résidentielles, matériaux de construction, etc.) pour qu'il les revalorise. Finalement, avec «la Route du verre», l'entreprise pourra traiter le verre déposé directement par la population dans les conteneurs extérieurs installés par l'entreprise en collaboration avec Énercycle.

Considérant que le verre traité par l'entreprise doit être trié, concassé et nettoyé avant de pouvoir être recyclé, Groupe Bellemare a voulu trouver la façon la plus efficace et la plus écologique de procéder.

LES DIFFÉRENTS MARCHÉS DU VERRE
Tandis qu'avant, une partie substantielle du verre recyclé était jeté aux poubelles puisqu'il était endommagé, l'objectif de Bellemare est de réutiliser «à 100 %» ce dernier en le revalorisant dans sa granulométrie naturelle. Lorsque l'entreprise reçoit et traite le verre, celui-ci a une granulométrie unique qui peut être réutilisée dans divers secteurs. Par exemple, les plus gros morceaux peuvent être utilisés pour fabriquer de la laine minérale



CRÉDIT : STÉPHANIE DUFRESNE

ou de nouvelles bouteilles. Pour ce faire, l'entreprise a reçu une subvention pour être en mesure de trier le verre par couleur; les installations à cet effet seront prêtes d'ici l'été prochain. Les plus petits morceaux de verre, quant à eux, sont utilisés comme granulats fins pour faire du sablage au jet ou de la filtration de piscines. Ces utilisations seraient particulièrement appréciées dans l'industrie, notamment pour leurs vertus en santé et sécurité. Finalement, les poussières de verres peuvent être utilisées comme ajout cimentaire, ce qui permettrait d'économiser «une tonne de gaz à effet de serre par tonne de verre utilisée en remplacement de poudre à ciment.» Aussi, l'entreprise participe au dévelop-

pement d'un nouveau produit, l'agrégat de verre cellulaire, qui pourra être utilisé pour faire du remblai léger ou en sous-couche pour les routes.

Conscient des enjeux écologiques contemporains, Groupe Bellemare désire être un acteur de changement dans son milieu, et ce, un morceau de verre à la fois. D'ailleurs, il est possible de faire partie de l'équipe Bellemare en consultant les perspectives de carrière affichées sur son site web.



RÉCUPÉRER LE

VERRE,

C'EST

CLAIR!

(OU EN COULEUR!)

Visitez notre site web pour connaître les emplacements des points de dépôt.

larouteduverre.com

+ de 200 000 contenants de verre amassés depuis le lancement.

MERCI !

BIENTÔT PRÈS DE CHEZ VOUS!

ENERCYCLE

Yves Winkin : Nos musées sont-ils à réinventer ?

Lors d'une rencontre tenue le 8 juin, l'anthropologue de la communication Yves Winkin, venu présenter son dernier essai *Ré-inventer les musées ?*, qualifia le Musée Boréal de « très réussi », de quoi donner envie de le visiter afin de succomber à son enchantement.

MARILYNE BRICK

Se tenait, le 8 juin dernier, une causerie-conférence avec Yves Winkin, organisée par Culture Mauricie et l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), qui avait pour thème les musées et leur réinvention. La rencontre, animée par Christian Bouchard, avait lieu dans la chapelle du Musée des Ursulines. Ce petit joyau patrimonial, qui ne manqua pas d'émerveiller le public, convenait parfaitement au sujet de la discussion.

Yves Winkin est professeur émérite de l'Université de Liège en Belgique et fut de 2015 à 2019 professeur au Conservatoire national des arts et métiers de Paris. C'est à cette occasion qu'il dirigea le musée du même nom, fondé en 1794, maintenant considéré comme l'un des départements de l'université. Yves Winkin est notamment reconnu pour avoir développé une anthropologie de la communication.

Ayant grandement influencé la création du baccalauréat en communication sociale de l'UQTR, qui célèbre cette année ses 25 ans, Yves Winkin s'est vu remettre un doctorat

honoris causa le 9 juin dernier, principale raison de sa venue à Trois-Rivières. Par ailleurs, ce fut également l'occasion pour le professeur de tenter de répondre à la question qu'il pose dès le titre de son essai, paru en 2020 aux éditions MkF : « Ré-inventer les musées ? »

CRÉER UN EFFET D'ENCHANTEMENT

À l'origine de ce livre, il y a une frustration contenue durant quatre ans. En arrivant, « presque naïvement » à la direction du Musée des arts et métiers de Paris, comme le dit lui-même Yves Winkin, il était enthousiaste et proposait toutes sortes d'idées pour revigorer la vie du musée. Toutefois, il se heurta rapidement à l'opposition des membres de son équipe qui refusèrent, une à une, toutes ses propositions. « Ce livre, dit-il, c'est mon exutoire. Quand je suis parti à la retraite, je me suis lâché et j'ai tenté d'imaginer comment nous pouvions réinventer les musées ».

Dans son essai, Yves Winkin propose douze rituels, sous forme de récit, pour repenser le système des musées et leurs missions. « Un rituel, c'est un décadre dans la vie ordinaire

qui vous fait subitement apercevoir la vie comme extraordinaire. Puis, le recadrage se remet en place et la vie redevient ordinaire, mais grâce à ce passage par un rituel, la réalité vous paraît légèrement différente. C'est cet effet que j'ai voulu produire dans mon ouvrage. » En d'autres mots, pour Yves Winkin, la réinvention des musées passe par la création d'un effet d'enchantement. D'après sa pensée, les musées devraient offrir un équilibre entre récit historique et poésie et ainsi attirer davantage les visiteurs. Il faudrait décroquer les musées, les rendre plus inclusifs et invitants. Cela pourrait passer, notamment, par l'intégration d'animaux dans les salles d'expositions ou encore par le déguisement des visiteurs.

BORÉALIS : UN EXEMPLE

Alors que Christian Bouchard demandait à Yves Winkin comment la notion d'enchantement pouvait aider les directeurs et responsables de musées à créer une meilleure communication entre eux et la collectivité, celui-ci répondit en donnant l'exemple du Musée Boréal, qu'il complimenta par la même occasion.

Pour Yves Winkin, qui avait visité le musée trifluvien la veille de la rencontre, « ce musée réussit un très beau travail d'engagement, d'invitation à l'enchantement. Cela aurait pu être un musée totalement angoissant, il s'agit au fond de l'histoire d'un effacement, d'une usine qui disparaît. Et pourtant, la manière dont le récit est conduit vous permet de sortir du musée en vous sentant bien. Il a fallu conduire très subtilement un récit et la subtilité vient du fait que vous êtes en permanence en interaction avec des gens qui vous parlent, qui vous racontent leur vie. »

Voilà de quoi donner envie de visiter, ou revisiter, un musée qui a de quoi rendre fiers les Trifluviens. 



CRÉDIT : BERTRAND BOUCKAERT

Yves Winkin désire des musées plus accueillants où les visiteurs pourraient se laisser enchanter.

Suggestions littéraires



LIBRAIRIE POIRIER

VOYAGE EN AFGHANI

Guillaume Lavallée

Dans cet ouvrage fabuleux, Guillaume Lavallée nous invite à découvrir l'histoire du monde musulman à travers la folle histoire de Djemal ed-Din al-Afghani. Penseur arabe méconnu, Djemal ed-Din vécut au XIX^e siècle et marqua le monde arabo-musulman de son empreinte. Pourtant son nom est aujourd'hui réservé aux initiés, quand il n'est pas simplement relégué aux oubliettes. Guillaume Lavallée retrace alors le cheminement de ce personnage haut en couleur à travers une enquête captivante qui mélange avec merveille l'histoire de l'Orient avec celle de l'Occident. Ce livre n'est donc pas un guide de voyage, mais le fantôme de Djemal ed-Din nous emmène malgré tout à explorer la Syrie, la Turquie, l'Égypte et l'Iran d'un autre temps. Lecture d'été idéale, *Voyage en Afghani* est pour celles et ceux qui lui ouvrent leur cœur, un moyen de découvrir à la fois une aventure humaine passionnante et une culture très riche, le tout dans le confort d'un après-midi ensoleillé.

Kilyan Bonnetti

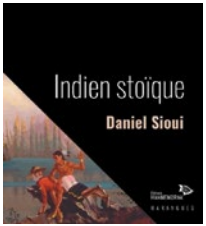


INDIEN STOÏQUE

Daniel Sioui

Il est parfois sain d'utiliser la colère comme moteur de changement et ce coup de gueule de Daniel Sioui en est le parfait exemple. Réflexion franche et nécessaire où se mélangent l'autocritique et l'autodérision, ce court ouvrage permet à la fois de prendre conscience de l'état de certains enjeux tout en offrant des pistes de solution et une ouverture à la discussion. Le format humoristique rend le tout agréable et accessible, aussi agréable que reconnaître tout le chemin restant à parcourir puisse être... Un texte coup de poing à mettre entre toutes les mains !

Laurence Grenier



ADIEU TRISTE AMOUR

Mirion Malle

Dans une soirée où elle rencontre Farah, Cléo se rend compte que son amoureux n'est peut-être pas la personne qu'elle croyait. Alors qu'elle a quitté la France pour venir habiter avec lui à Montréal, son univers est chamboulé et elle se demande quel choix pourra lui permettre de se sentir libre et heureuse. Dans ce joli roman graphique aux couleurs inclusives et féministes, Mirion Malle nous parle de l'émancipation d'une jeune bédéiste et des petites violences quotidiennes que l'on peut subir au sein du couple.



Une lecture somme toute réconfortante qui nous parle de la solidarité féminine et du courage des femmes qui quittent leur ancienne vie afin de se retrouver elles-mêmes.

Laurence Primeau

**DESTRUCTION
DE DOCUMENTS
CONFIDENTIELS.
SERVICE AU COMPTOIR
DISPONIBLE.
INFORMEZ-VOUS!**



**GROUPE
rcm**
COLLECTE, TRI
ET DÉCHQUETAGE

On s'en occupe.

2390, rue Louis-Allyson
Trois-Rivières

819 693-6463
www.groupercm.com



**René
Villemure**
Député de Trois-Rivières

819-371-5901

1634, rue Notre-Dame Centre, Niv. 1 Local 3, Trois-Rivières, Qc G9A 6E5

De l'œuvre à son processus : découverte de la 10^e Biennale nationale de sculpture

La 10^e Biennale nationale de sculpture contemporaine (BNSC), qui se tient cet été en sept lieux mauriciens et centricois, réunit quatorze artistes autour du thème « Marche, démarche, manœuvre ». Le commissaire invité de cette édition, Daniel Fiset, nous en dit plus sur le thème ainsi que sur l'événement.

ANNE-MARIE DUQUETTE

LE SABORD

Sabord

Triptyque d'actions, « marche, démarche, manœuvre » renvoie à la fois au mouvement, à la performance et aux manières de faire. Daniel Fiset a imaginé ce thème en réponse aux pratiques actuelles en sculpture. La démarche, englobée par la marche et la manœuvre, est au cœur de la réflexion du commissaire, qui souhaite avant tout « porter attention et donner une place aux artistes » ainsi qu'au processus de création. Daniel Fiset s'intéresse aux pratiques affichant une posture conceptuelle très affirmée; de l'autre côté, il s'intéresse également au renouveau de la matérialité, souvent lié à l'artisanat, à l'apprentissage de techniques anciennes et à d'autres formes d'art qui ont longtemps été moins considérées par les universités. Le commissaire a eu « envie de les réunir et voir où elles nous mènent. »

L'idée de la marche « vient des marches qu'on prenait durant les débuts de la pandémie, parce que c'était l'une des seules choses qui était permise. » Elle évoque à la fois l'enfermement et la liberté de choix ainsi que le pouvoir citoyen. À l'opposé, la manœuvre a un historique riche au sein des théories de l'art

au Québec, surtout en ce qui a trait à la performance. Associée à une certaine résistance à l'absorption des pratiques en performance par les institutions universitaires, ce terme avait fait école à l'époque, mais a été oublié par la suite. « Comment se positionne-t-on, comme artiste, travailleur culturel, face à ces institutions-là, dont on ne peut pas complètement se débarrasser, et dont on fait partie? »

DANS LES CELLULES CRÉATIVES D'ADAM BASANTA ET DE SHEENA HOSZKO

Parmi les quatorze artistes exposant dans le cadre de la Biennale, deux d'entre eux ont récemment été publiés dans les pages du *Sabord*. Adam Basanta, qui exposait dans le numéro 117 | rives et affluents la série *Canister Variations*, présente en ce moment au Centre d'art Jacques-et-Michel-Auger de Victoriaville l'œuvre *The Unknown Future Rolls Towards Us*. Dans un univers post-apocalyptique où l'humain a disparu, l'artiste en installation et médiums mixtes imagine l'émergence d'un écosystème végétal, sonore et cinétique. Adam Basanta réfléchit dans ses créations à l'acte de maintenance des œuvres artistiques, qui s'autoentretiennent ou qui nécessitent un entretien important : « une fois que l'œuvre est montrée dans un lieu, le travail ne s'arrête pas là : le travail

commence quand l'œuvre est montrée. On confie le maintien et l'entretien de ces objets-là à des institutions, et ça devient ainsi une collaboration ou une négociation avec les artistes », explique le commissaire.

L'œuvre de l'artiste abolitionniste Sheena Hoszko est quant à elle parue dans le dernier numéro du *Sabord*, le 121 | cellules. Daniel Fiset lit dans son travail une réflexion sur la sculpture minimaliste des années 1960. Or, alors que ces sculptures de l'époque versaient dans la monumentalité et visaient une forme de permanence, le travail de Sheena Hoszko est animé d'une réflexion critique : « elle utilise des matériaux quotidiens liés à la construction (clôtures, blocs de béton, etc.) qui sont temporairement retirés d'un système de circulation, le temps d'une exposition, pour éventuellement retourner à leur fonction première ». L'œuvre de la sculptrice, malgré sa simplicité formelle et son abstraction, suscite une remise en question de l'institution carcérale, et l'apprécier, « c'est un travail d'imagination, une invitation à imaginer comment on rentre en rapport les uns avec les autres, et comment on prend soin les uns des autres », selon le commissaire. L'œuvre *Il en coûte 125 466 \$ par an pour garder une personne en prison. Quelle autre*



PHOTO : TANHA GOMES

Daniel Fiset, commissaire invité de la 10^e Biennale nationale de sculpture contemporaine.

sorte d'établissement construiriez-vous à la place? est exposée à la Galerie d'art du Parc, à Trois-Rivières. À vous de découvrir les douze autres artistes de la Biennale tout au fil de l'été! 9

POUR LA PROGRAMMATION, rendez vous sur bnscc.ca

9 MÉDIA PARTENAIRE

Dans les coulisses du Festival Nöktanbul

C'est le 17 juin dernier que l'équipe du Festival Nöktanbul présentait à quelques partenaires et bénévoles le documentaire *En coulisse*, tourné avec l'équipe de Nous.TV Mauricie qui survole les dessous de cet événement d'Halloween participatif de Batiscan.

ERIC MORASSE

BULLETIN DES CHENAU

Dans l'émission qui a été tournée lors de la dernière édition du Festival Nöktanbul, en octobre 2021, on découvre cet événement qui a vu ses balbutiements il y a une dizaine d'année, à partir de l'idée toute simple de créer une activité de maison hantée pour les jeunes de Batiscan.

On suit le parcours un peu tel que l'ont vécu les participants, découvrant quelques-uns des personnages inspirés

du conte de Barbe Bleue, mais surtout, on rencontre ses artisans et bénévoles. « Notre noyau de bénévoles assidus grandit chaque année. C'est que le projet met leurs talents de l'avant et que chacun vit au cours de celui-ci des moments d'accomplissement », mentionne Anne-Re-naud Deschênes, directrice artistique du Festival.

« Lorsque j'ai discuté avec l'équipe de Nous.TV Mauricie de la création de ce documentaire, il était clair qu'il devait être un espace pour reconnaître tous ces talents ». Le documentaire sera en onde au mois de septembre prochain.

Notons que c'est pour sa dernière édition que la traditionnelle maison hantée de Batiscan est devenue un événement plus vaste, le Festival Nöktanbul. En plus d'élaborer un parcours participatif impressionnant, des activités se sont greffées durant la fin de semaine de l'Halloween, impliquant une centaine de bénévoles de toutes générations, que ce soit dans la personification, la création des décors et costumes ou autres.

Pour l'édition 2022, on promet encore une foule d'activités et de surprises, autour cette fois d'une nouvelle thématique.

UN PRIX PRESTIGIEUX

L'événement est un véritable festival communautaire mobilisateur et inter-générationnel. C'est certainement ce qui aura séduit le regroupement Espace Muni qui a remis, le matin même du visionnement, le prix Intelligence collective 2022 au Festival Nöktanbul.

Ce prix vise à récompenser les initiatives mettant à profit les forces vives du milieu pour le mieux-être de la collectivité. « Nous travaillons dans un bel esprit de co-création et ce prix vient nous encourager dans notre approche inter-organisationnelle, » soulignait Stéphane Rouette, le directeur loisirs et culture de Batiscan. 9



PHOTO : COUJOISE

8 • LA GAZETTE DE LA MAURICIE

8 Une scène du parcours du Nöktanbul, en octobre 2021.



JOURNAUX
MENSUELS
D'ACTUALITÉ
LOCALE

LE BULLETIN
des Chenaux

LE BULLETIN
de Mékinac

PORTE-PAROLE
DE LA
COMMUNAUTÉ
DANS LES
MRC DE MÉKINAC
ET DES CHENAU

44, chemin Rivière-à-Veillet
Bureau 220,
Sainte-Geneviève-de-Batiscan
GOX 2R0

819 840-3091
info@lebulletindeschenaux.com
publicite@lebulletindeschenaux.com

Échanges épistolaires entre Omer Héroux et Albert Tessier

Cet été, nos chroniqueurs en histoire, Jean-François Veilleux et Francis Bergeron, publient ensemble un livre biographique consacré au grand journaliste Omer Héroux, aux Éditions du Québécois. En voici un extrait par l’entremise des correspondances inédites entre Héroux et Albert Tessier à propos de leur passion commune pour l’histoire et la région mauricienne.

JEAN-FRANÇOIS VAILLEUX

Le Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières possède dans ses archives dix-neuf lettres échangées entre Omer Héroux et Albert Tessier particulièrement dans les années 1930. Datées entre le 27 janvier 1930 et le 12 avril 1960, on y retrouve 14 lettres écrites par Héroux, quatre de la main d’Albert Tessier, une autre de l’abbé Tessier à Edmond Cloutier à propos d’une suggestion d’Omer, et une dernière, la plus tardive, écrite par Marie-Louise Rocque au nom de son mari. Dans ces lettres, outre l’immense respect témoigné entre les deux hommes, ils échangent sur divers sujets politiques : la réouverture par le gouvernement de la loi sur les subventions accordées aux œuvres charitables et scolaires afin d’y inclure une taxe sur les amusements, la réforme de *L’enseignement secondaire* et la mort de divers protagonistes tels qu’Oscar Casault, Wenceslas Tessier et Albert LaSalle.

Dès avril 1926, au journal *Le Devoir* (fondé en 1910), Omer Héroux s’était déclaré favorable au projet du prêtre-historien Albert Tessier de créer une Société d’histoire régionale, qui verra le jour le mois suivant au Séminaire Saint-Joseph. À l’époque du tricentenaire de Trois-Rivières, en 1934 – à l’instar d’autres journalistes tels que Édouard Belleau (*La Voix de La Tuque*) et Elzéar Dallaire (*L’Écho du Saint-Maurice*), l’historien Latuquois Lucien Desbiens et la

poétesse états-unienne Sarah Larkin – Héroux sera également défenseur du terme « Mauricie » proposé par Tessier en opposition avec celui de « Trifluvienne » de Mgr Comtois.

Omer Héroux reprit rapidement le mot d’ordre de Lionel Groulx : « Apprenons notre histoire. C’est l’un de nos plus pressants devoirs ». Héroux avait déjà écrit au moins un texte pour Tessier, intitulé « Un Memorialiste », en mémoire du docteur Louis-Georges Godin, décédé subitement à 35 ans. Dans une lettre du 24 décembre 1932, il félicite l’abbé Tessier pour son « programme splendide » qui s’annonce pour les fêtes du tricentenaire de Trois-Rivières à l’été 1934. Il écrit que s’il le pouvait, il serait très heureux de s’inscrire dans la série de ses collaborateurs. Omer voudrait bien rédiger un article sur Pierre McLeod, « un type fort original », propriétaire du vieux journal *Le Trifluvien*. « Il y aurait énormément à dire sur les journalistes d’aujourd’hui. J’ai toujours été un peu surpris du nombre de journaux qui sont nés aux Trois-Rivières. »

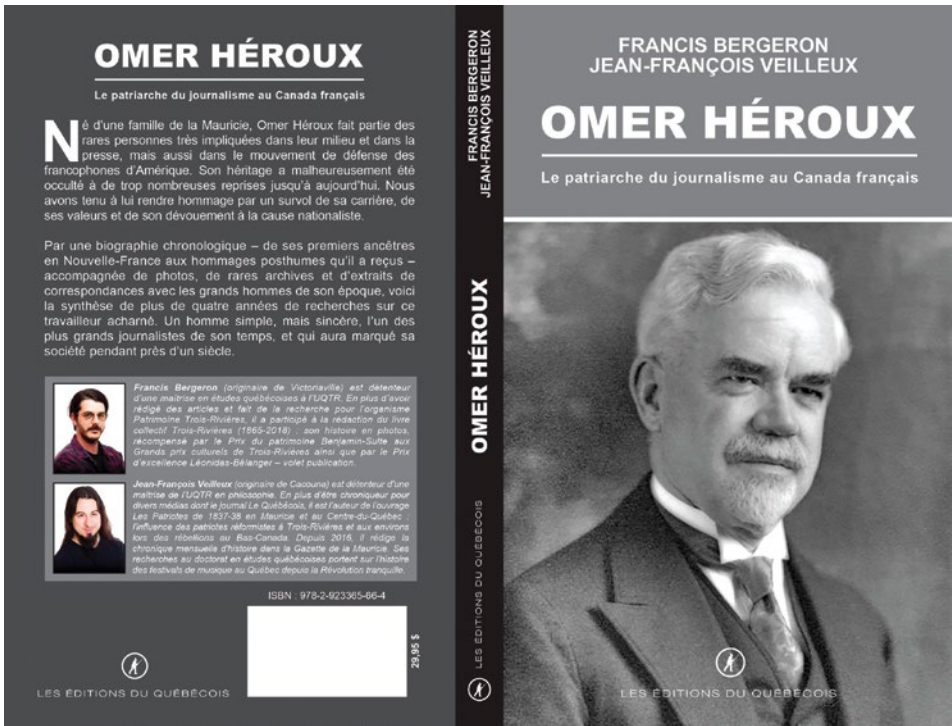
Malgré son enthousiasme, Omer écrit à l’abbé un mois plus tard pour le remercier de son amabilité mais affirme humblement qu’il « ne mérite pas tant de remerciements. [Il] voudrai[t] bien pouvoir faire davantage. » À ce moment, il est question d’écrire quelque chose sur le « mouvement régionaliste », ce qui lui tient beaucoup à cœur : « Je me propose

de pousser le mouvement avec toute l’énergie possible et de lui donner tout l’espace dont nous pouvons disposer chez nous. »

Le couperet tombe le 30 mai 1933. Dans une lettre remplie d’excuses sincères, Omer est désolé de ne pouvoir fournir cet article qu’il aurait « fort aimé » écrire, car il ne sait pas vraiment comment il pourrait se tirer d’affaires ces jours-là, par manque de temps. Omer Héroux aura donc laissé passer sa chance d’être parmi les rédacteurs des célébrations en-

tourant le troisième centenaire de Trois-Rivières, en 1934. Cependant, son très bon ami, l’avocat Louis-D. Durand, sera le président du tricentenaire. Enfin, soulignant son « entier dévouement », il termine avec cet aveu : « Je crois qu’en vieillissant je deviens plus ardemment trifluvien que jamais. »

L’ouvrage « Omer Héroux, le patriarche du journalisme au Canada français », de Jean-François Veilleux et Francis Bergeron (*Éditions du Québécois*, 2022, 307 p.), sera disponible en librairie à l’automne. 📖



9 MICROBIBLIOTHÈQUES

Le projet des microbibliothèques va bon train

La Gazette de la Mauricie lançait en mai 2022 un projet de revitalisation des microbibliothèques installées par l’organisme La démarche des premiers quartiers. Avec ce projet, notre média a l’intention de reprendre la gestion de ces 18 « cabanes à livres », avec le principe « laissez un livre, prenez un livre », en plus d’en faire construire 10 nouvelles afin d’élargir la présence de ces microbibliothèques sur le territoire trifluvien. Le nouveau modèle de cabane inclut également un compartiment pour la distribution de nos journaux mensuels, ce qui accroît l’accessibilité à la lecture et à l’information locale.

MAGALI BOISVERT

Grâce au généreux financement initial de Innovation et développement économique Trois-Rivières (IDÉTR), une partie des coûts de construction des microbibliothèques, ainsi que leur personnalisation par les artistes de l’Atelier Silex, a pu être défrayée, mais nous

avons besoin d’un coup de pouce des citoyens et citoyennes de la Mauricie.

En cours de chemin, notre campagne de sociofinancement a attiré l’attention de Cogeco, qui a fait de notre campagne la première récipiendaire du Fonds Cogeco, qui vise à encourager une initiative locale et humaine, à la hauteur de 1000 \$, en partenariat avec La Ruche

Québec. C’est quelques jours avant notre date limite que nous avons atteint notre objectif de 10 000 \$, grâce au soutien de 72 contributeurs et contributrices.

Les microbibliothèques sont actuellement en cours de création par les artistes de l’Atelier Silex, et plusieurs d’entre elles bourgeonneront sur des devantures gazonnées trifluviennes cet

été. L’équipe de *La Gazette de la Mauricie* a d’ailleurs fait appel à la population pour proposer des adresses privées pour les 10 emplacements des nouvelles microbibliothèques. 📖

SUIVEZ-NOUS sur nos différentes plateformes afin de rester au courant des dernières avancées de ce projet stimulant.



Les artistes Claudine Rivest, Noémie Veillette et Danaë Cusson en pleine construction de microbibliothèques.

LETTRE D'OPINION

Le wokisme et les dangers de l'individualisme

J'écris sans savoir si j'ai le droit d'écrire. Après tout, quelle leçon j'ai à donner en tant qu'homme blanc hétérosexuel et cisgenre? J'ai supposément la chance de ne pas être opprimé. Je suis supposément privilégié en raison de ma couleur de peau, de mon identité sexuelle et de genre. En réponse à cela, je dirais oui! Oui, je suis privilégié mais non parce que je n'ai pas à me soucier du pronom par lequel l'épicier va m'appeler. Je suis privilégié parce que je suis de la classe moyenne. Je suis chanceux car je n'ai pas à me demander si je vais devoir dormir dans la rue ou si ma famille sera évincée de son logement le mois prochain en raison de rénovictions!

ALEXIS ROY-LETARTE
TRIFLUVIEN DE 15 ANS

Il existe de nombreuses définitions du wokisme, mais ici je désire parler de cette idéologie sous une note plutôt critique. Selon Nadine Vincent, professeure au Département de communication de l'Université de Sherbrooke : On l'associe désormais plus souvent à des personnes « moralistes, dogmatiques, qui donnent des leçons, qui prônent la culture du bannissement et la rectitude politique ».

Depuis peu, ses dérives se font de plus en plus sentir, et à un rythme mirobolant. Je ne peux quasiment plus ouvrir mon téléphone sans tomber sur un autre exemple de « cancel culture », de répression de pseudo appropriation culturelle, d'une étude qui s'intéresse aux perspectives féministes en glaciologie ou d'une publication m'informant que certaines

écoles vont maintenant célébrer la fête du parent 1 et du parent 2, plutôt que la fête des mères et des pères.

Je suis et serai toujours un ardent défenseur de la lutte contre le racisme et les violences anti-LGBTQ. Il ne faut pas oublier ces combats, mais ceux-ci ne doivent pas pour autant voiler les enjeux collectifs.

Les enjeux wokes sont individualistes. On est dans la logique du moi, moi, moi, de la peur d'être offensé ou vexé, mais surtout dans la peur d'offenser les autres. Car ce sont des luttes fondées sur le ressenti individuel, chaque personne va réagir différemment à une "micro agression". Ce sont des enjeux qui divisent énormément et immédiatement lorsqu'il y a un désaccord d'idée, les wokes s'acharnent directement à traiter la personne de raciste, de misogyne ou de LGBTQphobe, comme si les nuances n'existaient pas. On crée d'énormes fractures dans la société avec ça.

À l'opposé, les enjeux collectifs tels que les luttes de classes et l'indépendantisme sont totalement éclipsés par les débats gangreneux du wokisme. Ces enjeux sont fondés sur des bases collectives. Par exemple, la justice sociale se veut de regrouper tous les humains et l'indépendance tous les Québécois. Le combat de Jareth Nebula se considérant comme un extraterrestre agenre ne représente que celui d'une extrême minorité, ce n'est pas un combat collectif !

Je milite en politique depuis que je suis tout petit. Je me suis toujours réclamé fièrement à gauche. Mais aujourd'hui, j'ai honte de ce que la gauche est devenue. À un point tel que je ne dis plus que je suis de gauche, mais plutôt que je suis de gauche économique pour ne pas me faire associer au wokisme.

Je suis à gauche parce que je trouve que ça n'a juste aucun bon sens comment les richesses sont réparties dans le monde. Je suis à gauche parce que je ne supporte pas que des millions d'enfants meurent de faim dans les pays en voie de développement chaque année pendant que des milliardaires peu scrupuleux comme Elon Musk encaissent des milliards.

Jamais, dans l'histoire du monde, l'élite économique n'a été aussi puissante et riche, jamais celle-ci n'aura autant asservi le peuple. Mais pourtant, actuellement, ce qui préoccupe principalement les jeunes c'est de s'obstiner avec des définitions de dictionnaire pour savoir si le racisme systémique existe ou pas.

Sans grande surprise, cela ne semble pas déranger les multimilliardaires de voir le débat politique monopolisé par ces enjeux. Pendant ce temps, personne ne se préoccupe du fait qu'ils exploitent sans pitié.

Devant la dérive grandissante du wokisme qui devient de plus en plus inquiétante je ne vois qu'une solution qui s'offre à nous : faire tout ce qui est en

notre pouvoir pour remettre les luttes collectives au premier plan de l'arène politique. Nous avons plus que jamais besoin de solidarité autant ici qu'ailleurs dans le monde, et pour protéger cette solidarité, c'est notre devoir de lutter contre cette idéologie. 



L'auteur, Alexis Roy-Letarte, est un jeune de 15 ans engagé dans les sphères politiques.

lagazette
de la Mauricie

942, rue Ste-Geneviève, Trois-Rivières QC G9A 3X6
Courriel : info@gazettemauricie.com
Tél.: 819 841-4135

DISTRIBUTION CERTIFIÉE

La Gazette de la Mauricie est publiée par une corporation sans but lucratif soucieuse de produire une information de qualité faisant la promotion du développement intégral des personnes et de leurs collectivités. La Gazette de la Mauricie n'est reliée à aucun groupe ou parti politique. La Gazette de la Mauricie reconnaît le soutien que lui offre le ministère de la Culture et des Communications du Québec via son programme de soutien aux médias communautaires.

Président : Louis-Serge Gill
Journaliste et coordonnatrice au contenu: Stéphanie Dufresne
Journaliste pigiste : Mariannick Mercure
Journaliste et gestionnaire de communautés : Magali Boisvert
Correctrices : Diane Vermette, Mireille Pilotto, Lise Bergeron
Conception graphique et infographie : Martin Rinfret

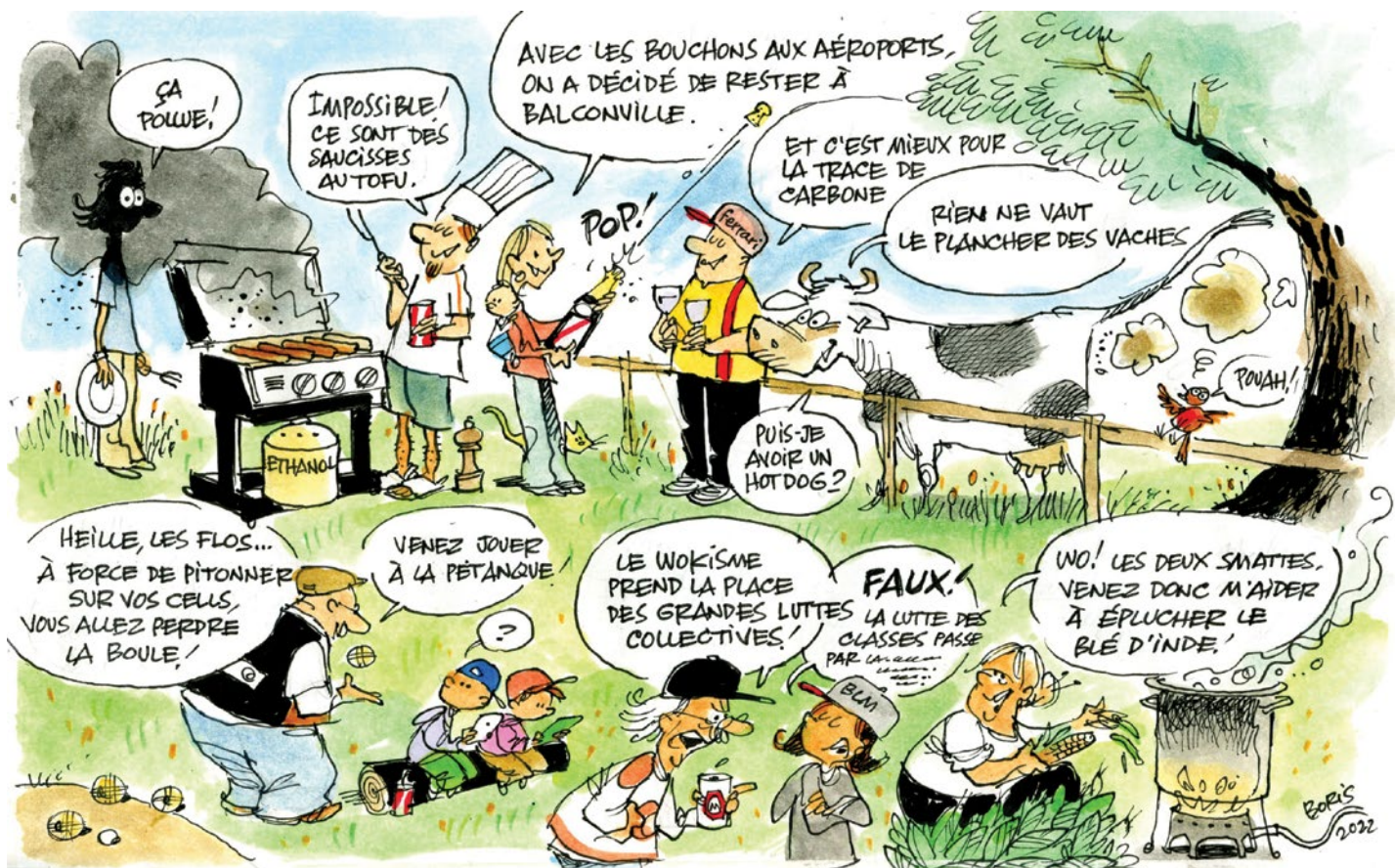
 www.gazettemauricie.com
 facebook.com/lagazettedelamauricie
 @GazetteMauricie
 instagram.com gazette_mauricie

ISSN : 1717-2179

AMECQ
ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS
COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC

Québec 

BORIS



LETTRE D’OPINION

La patate chaude de la santé mentale

Si l’exode des psychologues du réseau public fait couler beaucoup d’encre ces dernières années, l’exode des travailleurs et travailleuses communautaires en santé mentale vers le réseau public mériterait tout autant de faire l’objet d’une préoccupation médiatique et politique. Ce jeu de chaises des professionnels et professionnelles de la santé mentale se joue en parallèle d’un jeu d’autant plus inquiétant : quand on laisse se dégrader la santé mentale des intervenants et intervenantes sociaux, on joue à la patate chaude avec la santé mentale de toute la population Québécoise !

REGROUPEMENT DES ORGANISMES DE BASE EN SANTÉ MENTALE DE LA MAURICIE CENTRE-DU-QUÉBEC (ROBSM 04-17)

Étouffé par la crise sanitaire et le manque de personnel spécialisé en santé mentale, le réseau public est contraint de faire du délestage. Ces « ruptures de services » dans le réseau ont pour effet direct de créer une hausse de la demande auprès des organismes communautaires en santé mentale. Or, ces organismes déjà largement débordés voient depuis deux ans leurs travailleurs et travailleuses partir vers le réseau public. Le délestage du réseau public engendre inévitablement un délestage dans le réseau communautaire. Ce jeu de la patate chaude entraîne des conséquences majeures et potentiellement irréversibles pour les personnes vivant avec des enjeux de santé mentale et leurs proches.

Ultimement, c’est la qualité de vie de tout un chacun qui écope. Hausse de la détresse psychologique, hausse des appels à l’aide dans les centres de prévention suicide, hausse de l’itinérance, crise des opioïdes, isolement et dépression, etc. Tout cela a un coût psychosocial et économique réel, avec au premier rang la fuite de l’argent public vers le réseau privé, beaucoup plus dispendieux que le réseau public, lui-même déjà beaucoup plus coûteux que le réseau communautaire.

Pour colmater, il faut réinvestir non seulement dans le réseau public, mais sur l’ensemble du continuum de services en santé mentale, à commencer par le secteur communautaire en santé mentale, surutilisé et sous-financé depuis trop longtemps. Il faut surtout arrêter de jouer à la patate chaude avec la santé mentale de notre personnel intervenant social et nos travailleurs et travailleuses !

Les 30 organismes communautaires en santé mentale de la Mauricie et du Centre-du-Québec (ROBSM 04-17) lançaient le 29 juin le mouvement *Le choix impossible*. *Le choix impossible*, c’est la situation dans laquelle se trouvent notre personnel lorsqu’il a à choisir entre briser les relations d’aide qu’il a bâtie avec sa clientèle, ou renoncer au salaire et aux avantages sociaux du réseau public lui permettant de sortir lui-même de la précarité socioéconomique.

Coup sur coup, la crise sanitaire et la pénurie de main-d’œuvre ont eu pour effet que 40 % de nos employés et employées ont quitté leur emploi dans les deux dernières années, créant un trou béant dans le filet social de la santé mentale de nos régions. Ces mêmes personnes qui affirment pourtant adorer leur emploi dans le communautaire sont souvent tentées de rejoindre les rangs du réseau public.

Face à ce dilemme cornélien, les 30 membres du regroupement des organismes de base en santé mentale (ROBSM 04-17) se sont engagé(e)s de façon solidaire à augmenter considérablement les salaires et améliorer les conditions de leur personnel. Ce mouvement ira de l’avant contre vents et marées, c’est-à-dire, malgré les déficits et délestages de services que ces hausses entraîneront dans nos organismes et auprès de nos clientèles.

Le gouvernement de la CAQ annonçait récemment un investissement de 1,1 milliard dans le communautaire. Un investissement majeur, mais dont la portion dédiée à la santé mentale demeure largement insuffisante. Pour que les organismes des régions 04-17 puissent survivre et accomplir leur mission, il faudra une réponse spécifique à la hauteur de la situation critique dans laquelle nous sommes plongés. Nous demandons un doublement de notre financement à la mission et nous demandons la mise en place d’une cellule de crise en santé mentale pour la région 04-17. Et surtout, il faudra que cette réponse ne se fasse pas attendre. Au risque de sonner une alarme déjà allumée par nos collègues de l’association des psychologues du Québec, il y a urgence d’agir !

Quand les organismes communautaires lâchent la patate chaude de la santé men-



CRÉDIT : UNSPLASH

Selon les auteurs, l’exode des travailleurs et travailleuses communautaires en santé mentale vers le réseau public mériterait de faire l’objet d’une préoccupation médiatique et politique plus importante.

tale, il n’y a plus personne pour la rattraper. Elle tombe alors entre les mains de l’entourage ou du voisinage, et de plus en plus souvent, elle tombe dans la rue.

Nous sommes les maillons forts du filet social et nous sautons aujourd’hui sans parachute. Mesdames et messieurs les élu(e)s, messieurs et mesdames tout le monde : serez-vous là pour rattraper la patate chaude de notre santé mentale collective ?

Signez notre pétition via lechoiximpossible.org 

 LA TÊTE DANS LES NUANCES

Le scepticisme face à la science

La science, qui avait remplacé la religion à titre de gardienne de la vérité, semble maintenant de moins en moins capable de créer de larges consensus au sein de la population. Comment doit-on comprendre la foi des uns et le scepticisme des autres face à la science ?

STÉPHANIE DUFRESNE

Trois porteuse et porteurs de nuances ont été invités à en discuter avec l’animateur Robert Aubin au cours du cinquième épisode de *La tête dans les nuances*.

Selon Pascal Lapointe, journaliste scientifique et rédacteur en chef à l’agence Science-Press, le cœur de ce problème est causé par la confusion du public entre les faits et les opinions que l’on retrouve dans les médias.

Une observation que partage Marie-Ève Carignan, professeure au Département des communications à l’Université de Sherbrooke et cotitulaire de la Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l’extrémisme violent. Lors de la pandémie, une méconnaissance du rôle des journalistes et des impératifs de la méthodologie scientifique auraient entraîné, selon elle, de la méfiance dans la population.

COMMENT RECONNAÎTRE UN EXPERT ?

Julien Prudhomme, professeur et directeur du département des sciences humaines de l’Université du Québec à Trois-Rivières explique que la science est une démarche collective qui doit être confirmée par plusieurs scientifiques. Il en va de même pour l’expertise d’un scientifique qui doit être reconnue par les membres de sa spécialité, ses pairs.

Or, les messages de désinformation viennent souvent d’un seul expert qui contredit tous les autres, explique Marie-Ève Carignan. « S’il y a un consensus scientifique en général sur un sujet, c’est parce qu’une masse critique de chercheurs ont un accord sur ce sujet-là, donc il ne faut pas se fier à la seule personne qui conteste le consensus scientifique, c’est plutôt louche », dit-elle.

LE CONSPIRATIONNISME PREND-IL DE L’AMPLEUR ?

Selon les recherches de Marie-Ève Carignan et de ses collègues, il y avait déjà, avant la pandémie, une masse de gens qui adhéraient de façon modérée ou plus large aux théories conspirationnistes. « C’est à peu près une personne sur quatre (25 %), dit-elle. La grande différence avec la COVID est dans la vitesse d’adhésion. [...] Les gens étaient confinés, ils cherchaient des réponses sur les réseaux sociaux avec parfois de la détresse psychologique. [Ces théories] se sont alors intégrées beaucoup plus rapidement dans les discours. »

Les gens s’opposent aussi à ce qu’ils perçoivent comme étant un rapport d’infériorité avec les experts, explique Julien Prudhomme. Devant cette réalité, il faut non seulement vulgariser le contenu intellectuel, mais aborder différemment le discours pour atténuer l’impression d’inégalité.



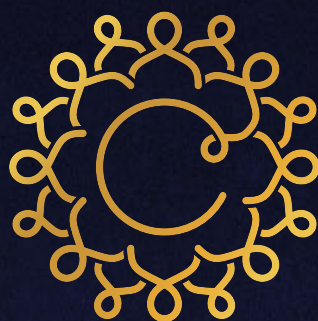
LA SCIENCE DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES

Monsieur Prudhomme est par ailleurs convaincu que les politiques publiques adoptées pendant la pandémie auraient été meilleures si des journalistes scientifiques avaient été présents aux points de presse du gouvernement. « Lorsqu’un journaliste a une bonne littératie scientifique, cela permet de bien cadrer le sujet et de tirer le maximum de l’expertise scientifique. »

Le journalisme scientifique est encore rare au Québec, souligne Pascal Lapointe, qui dénombre à peine cinq journalistes scientifiques dans l’ensemble des douze médias généralistes de la province. On doit se donner les moyens de mieux vulgariser l’information scientifique, ajoute Marie-Ève Carignan.

La transparence est également cruciale, fait valoir Julien Prudhomme. « Durant la pandémie, on a vu que les décideurs publics, les politiciens et les chefs d’État n’étaient pas prêts à expliquer leurs décisions en s’appuyant sur des données scientifiques, a-t-il observé. Si on était capable de se donner des politiques basées sur les données [et] développer un vocabulaire politique qui va avec, cela permettrait d’imprégner la sphère publique d’un discours beaucoup plus mûr sur le recours à la science. » 

La tête dans les nuances est une collaboration de La Gazette de la Mauricie et de NousTV. Pour visionner l’épisode ainsi que les entrevues individuelles avec chacun des trois invités, rendez-vous sur notre site web à la page de La tête dans les nuances.



L'ÉVÉNEMENT CHAMBERLAND

Événement reconnaissance pour
les organismes communautaires
du milieu organisé par la



CORPORATION DE
DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE
DE TROIS-RIVIÈRES

**Forte de ses valeurs,
solidaire de sa communauté.**

LES RÉCIPIENDAIRES :



Hommage à un organisme (25^e de la CDC-TR)
voté par les pairs : Moisson Mauricie/Centre-du-Québec

Concertation : Équijustice Trois-Rivières

Transformation sociale :
Maison des jeunes Action Jeunesse

Développement/innovation : ESPACE Mauricie

Projet mobilisateur :
Maison des jeunes Action jeunesse

Pratiques démocratiques : Centre d'organisation
mauricien de services et d'éducation populaire (COMSEP)

Partenariat : Office municipal d'habitation
de Trois-Rivières (OMHTR)

Dépassement de soi : Raymonde Cochrane
de l'organisme COMSEP

Implication professionnelle :
Denise Pronovost de l'Association des Traumatisés-
Crâniens-Cérébraux Mauricie/Centre-du-Québec

Hommage Hélène Robert :
Diane Vermette d'InfoLogis Mauricie

Engagement bénévole : Maryse Paquet de la
Maison des Grands-Parents de Trois-Rivières

Relève Karyne O'Cain :
Jessie Pelletier d'Équijustice Trois-Rivières

Félicitations à tous !

PARTENAIRES OFFICIELS



PARTENAIRE MAJEUR



PARTENAIRES ARGENT

Centre intégré
universitaire de santé
et de services sociaux
de la Mauricie-et-
du-Centre-du-Québec



PARTENAIRES BRONZE

